



Trump L'impérialisme américain en difficulté, tenté par l'agressivité

Donald Trump s'est à nouveau présenté hier comme un homme de paix – se félicitant, au détour de son discours d'investiture, de la libération des otages israéliens, mais en retirant les sanctions portées par Biden contre les colons extrémistes de Cisjordanie, c'est un encouragement (entendu) aux brutalités, assassinats, pillages, vols de terres qu'il leur a lancé.

À l'international, ce sont de véritables guerres qu'il s'apprête à mener : guerre économique contre la Chine, sa grande rivale, ambition de réaffirmer la domination du dollar par tous les moyens, politique expansionniste avec la volonté d'annexer économiquement ou territorialement le canal de Panama, le



Groenland et le Canada, volonté d'imposer aux pays de l'OTAN une augmentation importante des dépenses militaires (5% contre 2% actuellement en France), Aux USA... Guerre sociale avec un ultralibéralisme vendu par le 47^e président des États-Unis à ses électeurs comme la recette miracle du pouvoir d'achat. Guerre xénophobe avec « l'état d'urgence national » déclaré à la frontière mexicaine et l'objectif d'expulser « des millions et des millions d'étrangers » qualifiés de « criminels », alors que 97% d'entre eux n'ont jamais eu d'histoire, et la remise en cause par décret du droit du sol pourtant prévu par la constitution (ça ne vous rappelle pas Retailleau et Le Pen?).

S'ajoute la chasse aux personnes transgenres et la fin des dispositifs anti-discriminations. Alors que la planète subit déjà les conséquences du réchauffement climatique, il sort les USA, premier pollueur au monde, des accords de Paris (encore), réaffirme la mise en œuvre du slogan de campagne « Drill, baby, drill » (fore, chéri, fore). Il sort aussi les États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La liste n'est pas exhaustive !

Tout cela suffit à montrer à quel point un rude combat s'engage. Pas seulement aux États-Unis.

Le PCF rencontre le ministère de l'Intérieur du gouvernement Bayrou pour porter l'exigence des citoyens et des élus locaux !

Une délégation conduite par Fabien Roussel et Cécile Cukierman, composée de parlementaires communistes du groupe GDR à l'Assemblée nationale et CRCE-K au Sénat ainsi que des maires communistes issus de toute la France a été reçue hier par le ministre de l'Intérieur du gouvernement Bayrou, Bruno Retailleau.

Depuis plusieurs années, face au développement de la violence et des trafics de drogue, d'armes et d'êtres humains, le PCF a mis au cœur de ses priorités le droit à la tranquillité et la sécurité des citoyens. Parce que les familles modestes, les salariés vivants dans les quartiers populaires des villes mais aussi dans les zones semi urbaines sont en première ligne parce que des services publics, des agents publics, des élus, sont, partout en France, menacés par une mafia de plus en plus présente.

Les élus et parlementaires communistes souhaitent alimenter les débats des villes et au Parlement alors que la commission d'enquête sur l'impact du narcotraffic en France a publié son rapport en mai dernier et que le projet de loi sera présenté en séance publique au Sénat à la fin du mois de janvier.

Confrontés comme des dizaines de milliers de citoyens et d'élus locaux à la réalité quotidienne de l'insécurité, les maires et les parlementaires communistes, très mobilisés sur le sujet, ont rappelé au ministre que la sécurité est et doit demeurer une compétence régalienne, pour laquelle l'Etat doit s'investir pleinement afin de garantir à chacune et à chacun la tranquillité nécessaire à l'émancipation individuelle et collective.

C'est la condition indispensable pour que les collectivités locales continuent de jouer tout leur rôle pour garantir la cohésion sociale et faire vivre l'égalité sur tout le territoire de la République.

Les annonces sur le Budget 2025 faites par le nouveau Premier ministre constituent, à cet égard, une menace réelle pour le fonctionnement des services publics locaux et ses agents et leur capacité à assumer l'ensemble de leurs missions.

7 chantiers prioritaires ont été identifiés et portés par les élus : recrutement de 60 000 fonctionnaires dans la police, la gendarmerie et les douanes, revalorisation des salaires, abrogation de la réforme de la PJ, lutte contre le haut du spectre, renforcement du maillage en brigades de gendarmerie et en commissariats, protection des policiers municipaux et clarification de leurs missions. Retrouvez le détail des propositions avec le Qrcode ci-contre



Cuba: Biden et Trump Pas un mieux que l'autre. La lutte continue.

Il existe une liste, établie par les États-Unis, des pays qui soutiennent ou parrainent le terrorisme.

Bien que cette liste soit étasunienne, elle s'applique de façon extraterritoriale, car il est prévu de lourdes sanctions pour les organismes financiers du monde qui ont, pour la plupart, des implantations aux États-Unis, s'ils collaborent avec les pays de cette liste, renforçant ainsi les effets du blocus qui dure depuis plus de 63 ans.

Biden, 6 jours avant la fin de son mandat, le 14 janvier, retire Cuba de cette liste. Trump, le jour de son investiture, le 20 janvier, annule la décision de Biden et remet Cuba dans cette liste.

Aucun de ces deux présidents

n'a d'argument pour avoir inscrit ou maintenu Cuba sur cette liste. L'histoire nous montre que Cuba a toujours combattu le terrorisme, en étant en plus victime, notamment par des terroristes

payés et protégés par les États-Unis eux-mêmes. Un comble.

Le motif, c'est que le système social et politique que la population cubaine a choisi depuis la Révolution de 1959 pourrait être un mauvais exemple pour d'autres pays s'il réussissait. Il faut donc l'empêcher de réussir par tous les moyens, le blocus et l'inscription sur cette liste étant les moyens les plus lourds pour contrer le développement économique, commercial et financier de Cuba.

Avec ce nouveau président, entouré des capitalistes les plus riches du monde, L'Europe et la France risquent de découvrir ce que c'est que de subir des décisions extraterritoriales et un « blocus » commercial et financier généré par des droits de douane importants.



Les saluts d'Elon Musk.

Elon Musk, l'homme le plus riche du monde et qui soutient les divers extrêmes droites dans le monde, a provoqué l'étonnement lors du meeting lié à l'investiture de Trump en effectuant à deux reprises un salut décrit comme "fasciste" ou "nazi".

Après avoir remercié la foule d'avoir permis son retour à la Maison-Blanche, il avait frappé sa poitrine avec la main droite, puis tendu le bras, paume ouverte.

L'historienne Claire Aubin, spécialiste du nazisme aux États-Unis, a estimé que le geste d'Elon Musk était bien un "sieg heil", le salut nazi.

Autre historienne experte sur le fascisme, Ruth Ben-Ghiat a également affirmé sur X que "c'était bien un salut nazi, et un qui était bien agressif en plus de cela".

Certains quotidiens étrangers comme l'israélien Haaretz ou le britannique The Guardian ont affirmé que le milliardaire américain avait "semblé" avoir effectué un salut "fasciste" ou "de style fasciste". "On dirait qu'il l'avait gardé en lui pendant un certain temps et qu'il a enfin pu se lâcher", a déclaré l'ex-élu démocrate Cori Bush sur X. Selon le magazine Wired, de nombreuses personnalités d'extrême droite aux États-Unis se sont réjouies de l'événement, comme l'éditorialiste Evan Kilgore, qui a salué un geste "incroyable".

Elon Musk a multiplié ces dernières semaines les déclarations de soutien au parti allemand d'extrême droite AfD, mais aussi à la Première ministre italienne d'extrême droite Giorgia Meloni, ou au parti anti-immigration britannique Reform UK.

« Elon Musk savait précisément ce qu'il faisait avec ce salut romain fasciste au meeting de Trump aujourd'hui – qui s'inscrit dans la foulée de son adhésion explicite aux politiques et partis d'extrême droite », a déclaré dans un communiqué Amy Spitalnick, patronne de l'organisation juive JCPA.



Deux grèves à soutenir à suresnes

Exprimez votre soutien à la grève qui se poursuit aux hôtels Campanile et Première classe situés près du pont de Suresnes. Utilisez l'adresse de la cagnotte ou le QR code ci-contre.

<https://www.papayoux.com/fr/cagnotte/grev...>



Plus de 100 jours de Grève à l'EHPAD public de La Chenaye.

Apportez votre soutien au personnel en adressant vos protestations au maire de Suresnes.

Numéro de téléphone :

01 41 18 19 20. E-mail :

cabinet.du.maire@ville-suresnes.fr

Vous souhaitez poser une question au maire

à ce sujet écrivez à cette adresse : suresnesmag@suresnes.fr

Zone de faible émission La ZFE, c'est une bombe sociale qui va exploser.

Les communistes, notamment par la voix de Fabien Roussel l'ont affirmé dans le passé et même encore ces derniers temps, « il faut suspendre la ZFE », inefficace sur le plan environnemental et complètement antisociale, menaçant même de créer des zones d'exclusion totale des catégories sociales les plus pauvres, même si l'on sait bien que la ségrégation existe déjà.

La ZFE est née d'une directive européenne répondant aux exigences climatiques et portant une aspiration que personne ne peut dénier, à savoir la volonté innée de chacun à vouloir respirer un bon air mais avec le soucis de remettre en selle les profits

des capitalistes dans la construction d'automobiles électriques bien trop chères.

Que l'on songe au nombre de véhicules (Crit'air 3) qui devront être mis au rebut du jour au lendemain : plus de 500.000 en région parisienne, plus de 130.000 en région lyonnaise, 126.000 à Toulouse, etc... Et ce ne sont que les véhicules intra-muros, dont le nombre ne prend pas en compte tous les travailleurs qui habitent en périphérie et qui ne pourront plus pénétrer dans la métropole, que ce soit pour leur travail, pour leur santé, pour leurs achats ou pour leurs loisirs.

Le sort des milieux populaires leur importe peu.

Le parti communiste doit proposer d'agir sur ce thème dans les entreprises et les quartiers. Certes il y a eu des déclarations du PCF à différents niveaux remettant en cause la ZFE, avec de bonnes analyses ; Mais une déclaration ne fait pas tout quant on est communiste. Après la déclaration, il y a l'action, comme en Haute-Garonne, à Toulouse, ou les communistes ont décidé d'organiser un rassemblement contre la ZFE ; et ils ont obtenu des premiers résultats, puisqu'il y a un an, les Crit'air 3 ont été sortis provisoirement de la ZFE.

Les milieux populaires sont devant un mur,

Pourquoi pas une action fédérale dans les Hauts de Seine avec les Maires communistes .

C'est le moment ou jamais de mettre en œuvre nos intentions et de leur dire, notamment avec nos arguments pour les transports en commun, Venez lutter avec nous, organisons-nous, rassemblons-nous pour notre pouvoir d'achat et agissons pour une industrie automobile produisant des véhicules accessibles.



Le faux-nez du Macroniste Xavier Iacovelli

Les Suresnois savent que Xavier Iacovelli a tourné sa veste et est devenu un homme de Macron.

Nous avons pu le voir maintes fois sur les chaînes de télévisions soutenir le passage de la retraite à 64 ans ou encore défendre la destruction du code du travail avec l'abaissement du rôle des comités d'entreprises et la diminution par deux du nombre des représentants du personnel.

Ancien dirigeant local du PS, il avait trompé les électeurs suresnois aux municipales de 2020 en se faisant passer pour un homme de gauche qu'il n'était plus. Les élections municipales de 2026 approchant, il veut à nouveau tromper les citoyens.



Il publie un tract intitulé Le Suresnois, qui est le titre de l'ancienne publication locale du Parti socialiste. Il péroré plus avant en faisant référence à Henri Sellier.

Il pousse le toupet en critiquant bien tardivement et de façon hypocrite la situation faite au personnel de l'EHPAD de la Chesnaye par la direction et le maire de Suresnes président du conseil d'administration de l'établissement.

Il omet de dire que la situation de l'EHPAD est aussi une conséquence des politiques budgétaires menées par la droite, qu'elle soit LR, Renaissance ou macroniste, vis-à-vis du système de santé en général. Les hôpitaux, les EHPAD en sont les premières victimes, ainsi que les gens qui n'ont plus accès à des soins suffisants.

La politique macroniste de destruction du service public, politique qu'il soutient en commun avec le maire de Suresnes, est à l'œuvre et ne permet ni d'embaucher du personnel en nombre suffisant ni une politique de promotion qualifiante.

Dans une mairie de gauche, la municipalité se battraient pour obtenir des crédits. À Suresnes, ville de droite, la direction choisie par le maire M. Boudy, dépassée et autoritaire, veut faire suer le burnous au personnel en place avec une gestion qualifiée de toxique.

Naturellement, le personnel se défend.

Le racket du stationnement

Les militants communistes dénoncent depuis l'origine le racket des amendes de stationnement, passées de 900 000 euros en 2020 à 3 700 000 euros en 2024.

Il dénonce aussi le fait que ce système soit confié à une société privée avec qui aucun dialogue n'est possible.

Le système spoliateur a été mis en place en 2016 par la droite et sans cesse modifié à charge contre les habitants, avec aujourd'hui l'utilisation d'une voiture radar qui peut vous enregistrer comme fautif avant même que vous puissiez atteindre et faire fonctionner la borne de paiement, et personne pour le dialogue.

Les procès-verbaux des conseils municipaux montrent que seuls les communistes ont voté contre ce système de manière constante et que, dans bien des votes liés à l'évolution de cette mesure spoliatrice, Xavier Yicovelli, opposé à ce système au départ, s'abstient régulièrement concernant le stationnement payant.



Cité Jardins Les choses se précisent!



La majorité municipale a annoncé le démarrage de la réhabilitation de centaines de logements de la cité-jardin pour les prochains mois. Des conseillers municipaux certainement bien renseignés indiquent que, derrière les travaux nécessaires sur le plan thermique, se cache un plan de la droite visant à sortir les logements rénovés du secteur social en alignant les loyers sur le niveau environnant (35 % et plus) ou en vendant les logements.

La rénovation se faisant sur des logements vides, des centaines de familles concernées seront démenagées et tout indique que le maire de Suresnes ne veut pas qu'elles retrouvent leur logement initial.

Locataires de la cité Jardins! Devant l'opacité du plan de rénovation de la cité, mobilisez-vous pour défendre vos intérêts et le statut HLM de la cité jardins ! Prenez contact avec les militants du PCF par courriel:

pcf.suresnes@wanadoo.fr

Avec le PCF je passe à l'action !

- _____ J'adhère au Parti Communiste Français
- _____ Je souhaite recevoir l'Éveil numérique
- _____ Je souhaite recevoir les informations générales du PCF

Nom : Prénom :
Adresse :
Courriel : Tél. :

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes
Tél : 06 44 74 40 87
Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com



Pour accéder au blog de la section du PCF utiliser ce QR CODE